

MINISTERE DE L'EDUCATION

Convocation de la section permanente
du conseil supérieur de l'éducation nationale.

Le ministre de l'éducation,

Vu la loi n° 64-1325 du 26 décembre 1964 relative au conseil supérieur de l'éducation nationale ;

Vu le décret n° 65-1053 du 19 novembre 1965 modifié relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale et aux conseils d'enseignement,

Arrête :

Art. 1^{er}. — La section permanente du conseil supérieur de l'éducation nationale est convoquée au ministère le mercredi 10 juillet 1974, à 9 h 30.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 juillet 1974.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,
MICHEL DENIEUL.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Homologation de la convention type
de multiplication des semences de céréales de semence.

Le ministre de l'agriculture,

Vu la loi du 11 octobre 1941 sur l'organisation du marché des semences, graines et plants, complétée et modifiée par la loi du 2 août 1943, relative au renforcement du contrôle de la production et du marché des semences, graines et plants ;

Vu l'arrêté du 9 février 1961 homologuant la convention type de multiplication de céréales de semence ;

Vu le décret n° 62-585 du 18 mai 1962 relatif au groupement national interprofessionnel des semences (G.N.I.S.) ;

Vu l'arrêté du 7 janvier 1963 portant création des sections du groupement national interprofessionnel des semences (G.N.I.S.) ;

Sur proposition du groupement national interprofessionnel des semences (G.N.I.S.),

Arrête :

Art. 1^{er}. — Est homologuée la convention type de multiplication de céréales de semence réglant les rapports contractuels entre les établissements de semences et les agriculteurs multiplicateurs. Cette convention type remplace le texte homologué par l'arrêté susvisé du 9 février 1961.

Il pourra être pris connaissance de ce document au ministère de l'agriculture (direction de la production des marchés et des échanges extérieurs, sous-direction des productions végétales, bureau des moyens de production), 3, rue Barbet-de-Jouy, Paris (7^e), ou au groupement national interprofessionnel des semences (G.N.I.S.), 44, rue du Louvre, Paris (1^{er}).

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 juin 1974.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,
F. BLAIZOT.

Directions départementales de l'agriculture.

Par arrêté du ministre de l'agriculture en date du 25 juin 1974, M. Bessonneau (Marcel), ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts à Nantes, est nommé, à compter du 1^{er} juillet 1974, ingénieur en chef, directeur départemental de l'agriculture de la Vendée à La Roche-sur-Yon, en remplacement de M. Nungesser, appelé à d'autres fonctions.

MINISTERE DU TRAVAIL

Décret n° 74-611 fixant le montant de divers avantages de vieillesse et d'invalidité.

Rectificatif au *Journal officiel* du 28 juin 1974, page 6820, 1^{re} colonne, article 2, 4^e ligne :

Au lieu de :

« A compter du 1^{er} janvier 1974 »,

Lire :

« A compter du 1^{er} juillet 1974 ».

(Le reste sans changement.)

MINISTERE DE LA SANTE

Décret n° 74-628 du 2 juillet 1974 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé (Action sociale).

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre de la santé,

Vu les décrets du 28 mai 1974 et du 8 juin 1974 portant nomination des membres du Gouvernement,

Décète :

Art. 1^{er}. — M. René Lenoir, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé, a, sous l'autorité du ministre, la responsabilité des questions concernant l'aide et l'action sociale en faveur de la famille et de l'enfance, des personnes âgées, des handicapés et des inadaptés, ainsi que les professions sociales et l'éducation sanitaire et sociale.

Il connaît toutes autres affaires que le ministre de la santé lui confie.

Art. 2. — Les services placés sous l'autorité du ministre de la santé sont mis à la disposition du secrétaire d'Etat pour l'exercice des attributions qui lui sont dévolues.

Art. 3. — Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé reçoit délégation à l'effet de signer, dans le domaine de ses attributions, pour le ministre de la santé, tous actes, arrêtés ou décisions.

Art. 4. — M. René Lenoir est lui-même autorisé à déléguer sa signature dans les conditions prévues au décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature.

Art. 5. — Le Premier ministre et le ministre de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 juillet 1974.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
JACQUES CHIRAC.

Le ministre de la santé,
SIMONE VEIL.

Cabinet du ministre.

Rectificatif au *Journal officiel* du 29 juin 1974 : page 6849, article 1^{er} de l'arrêté, au lieu de : « M. Pierre Mousnier-Lombré... », lire : « M. Pierre Mousnier-Lompré... ».